

Extrait du Nice Premium

<http://www.nice-premium.com>

Rudy Salles : "Le CPE, un Clémenceau Social"

- Politique -

Date de mise en ligne : mercredi 12 avril 2006

Description :

Que penser du remplacement du CPE ? Difficile d'y répondre. Nice-Première donne la parole aux hommes politiques azuréens sur ce thème. A vous de juger !



Nice Premium

Plus de deux mois de conflit. Des manifestations rassemblant sur toute la France trois millions de personnes, des facs et des lycées bloqués, et le 10 avril, et en une heure, tour à tour, Jacques Chirac et Dominique de Villepin, en annonçant le remplacement du Contrat Première Embauche, ont mis fin à ce conflit. Après l'analyse de Nice-Première du 10 avril, la rédaction a décidé de donner la parole à tous les hommes politiques niçois qui voudront bien la prendre. Après Dominique Boy-Mottard, Patrick Allemand, Jean-Christophe Picard, Bruno Dellasudda et Robert Injey c'est au tour de Rudy Salles, député UDF.

Nice-Première : Analysez-vous la modification de l'article 8 de la loi sur l'égalité des chances comme une victoire de la rue ?



Rudy Salles, Député UDF : Je considère le remplacement de l'article 8 de la loi sur l'égalité des chances comme une victoire du bon sens. Il était temps que le Premier Ministre entende le message des français. Il n'était pas normal que cette crise dure aussi longtemps portant un préjudice considérable à la Société toute entière et creusant un peu plus le fossé entre les dirigeants et les citoyens.

NP : Le remplacement de cette article par "un dispositif en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes en difficulté" est-il la bonne solution ?

RS : Je crois que l'on est dans le bricolage pour essayer de sortir d'une impasse sociale inédite. On a l'impression d'un "sauve qui peut" pour faire oublier ce qui vient de se passer. Sincèrement, même si je suis pour un dispositif en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes en difficulté, j'attends de voir de quoi il s'agit. Pour l'instant, les parlementaires ne sont informés des propositions du gouvernement que par la presse. Ce ne sont pas de conditions de travail normales ni conformes à l'idée que je me fais du fonctionnement de nos institutions.

NP : Un débat ouvert sans à priori entre le gouvernement, les partenaires sociaux et les parlementaires de tout bord sur "la sécurisation des parcours professionnels, la précarité et l'insertion des jeunes dans l'emploi" est-il réellement possible ou est-ce une belle utopie ?

RS : Le débat ouvert, transparent, trans-courant, donc démocratique devrait être la règle. Ça ne l'est plus aujourd'hui. Le seul débat se règle au sein de l'UMP entre les écuries présidentielles. Le Général de Gaulle avait condamné le régime des partis, nous sommes désormais dans le régime "du parti". La démocratie s'en trouve affaiblie et le peuple s'en trouve exclu. De plus imaginer qu'un an avant les élections présidentielles on pourrait rétablir ce dialogue alors qu'il n'a pas existé depuis le début de la législature est une utopie. Il est grand temps de réfléchir sur ce que nous voulons faire de nos institutions pour la période qui s'ouvrira après les élections de 2007. Redonner du sens au débat démocratique me semble une priorité qu'il faudra inscrire dans les réalisations du futur

Président de la République.

NP : Pour finir si je dis "CPE" vous répondez ?



RS : Je pense à une sorte de "Clémenceau social". Pendant deux mois nous avons été un certain nombre à dire au gouvernement que le désamiantage du Clémenceau en Inde se solderait par un échec. Le gouvernement a refusé de prendre en compte nos remarques et nous répondait que tout allait bien à bord. On connaît la suite : le Président, devant le refus de l'Inde, a dû rapatrier le Clémenceau qui était devenu un bateau ivre. Pour le CPE c'est un peu la même chose. Il y a deux mois nous avons dit au gouvernement qu'en l'absence de concertation avec les partenaires sociaux et compte tenu du contenu de ce texte, cette Loi ne passerait pas. Le gouvernement mais aussi l'UMP qui soutenait ce projet nous a envoyé une fin de non recevoir. Et depuis deux mois le CPE navigue dans une mer sociale démontée et se dirige droit dans le premier esquif venu. Le capitaine à bord refuse d'entendre ceux qui lui recommandent de rentrer au port. C'est finalement le Président qui lui intime de rentrer et d'abandonner une route qui ne menait nulle part. En attendant la tempête a submergé la France et provoqué bien des blessures pour les uns et des désillusions pour les autres. La morale de cette affaire est que les gouvernements, quels qu'ils soient, peuvent bien ou mal faire, réussir ou se tromper mais lorsqu'il y a un doute il ne doivent pas s'entêter. Il y a alors une démarche dont ils ne peuvent pas s'exonérer c'est écouter les Français.